

C'est avec un très grand plaisir que nous avons retrouvé Christophe PENOT, Ministre-Conseiller à l'Ambassade de France au Japon, et Philippe MESMER, journaliste-correspondant du Monde et de l'Express à Tokyo, jeudi 10 juin à l'Institut Franco-japonais de Tokyo pour nous parler de la situation politique au Japon, un an après l'arrivée au pouvoir du Parti Démocrate du Japon (DPJ).

L'actualité politique au Japon est à nouveau forte avec les démissions simultanées du Premier ministre Yukio Hatoyama et d'Ichiro Ozawa, le Secrétaire général du Minshuto (DPJ), et la perspective des élections sénatoriales prévues en juillet 2010, qui pourraient refaire basculer la majorité actuelle détenue par le DPJ à la chambre haute de la Diète.

Philippe MESMER a rappelé dans un premier temps les accomplissements du Gouvernement arrivé au pouvoir il y a 10 mois, en août 2010. D'un point de vue politique tout d'abord, il a évoqué une plus grande implication des politiques dans les processus de décisions, avec des profils plus jeunes qu'au Parti Libéral Démocrate. Il a mis en avant également la volonté de lutter contre les gaspillages dans la dépense publique. Il a souligné la politique environnementale volontariste que le Gouvernement a exprimé dès son arrivée en annonçant l'objectif ambitieux de réduire de 25% d'ici 2020 les émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990. Il a cité enfin le nouveau dispositif d'allocations pour les familles avec enfants, le projet de réforme du système des retraites, la limitation du recours au travail temporaire et la remise en cause de la privatisation de la Poste. D'un point de vue de politique extérieure, il a également précisé que ce nouveau Gouvernement n'a cessé de promouvoir le concept de Communauté asiatique, avec par exemple la tentative de relance des négociations pour la conclusion d'accords de libre-échange avec la Corée du Sud.

Si beaucoup d'avancées politiques ont été accomplies, elles ont été néanmoins occultées par une série d'affaires et de revers qui ont provoqué la chute du Premier Ministre Hatoyama. Tout d'abord, le PDJ avait fait campagne en promettant la remise en question des accords bilatéraux conclus en 2006 avec les Etats-Unis qui prévoyaient le déplacement de la base américaine de Futenma, actuellement située en pleine zone urbaine à Okinawa, vers une région côtière moins peuplée de l'île, et le renvoi de plus 8000 soldats américains à Guam. Après 10 mois au pouvoir, Hatoyama a dû renoncer à trouver une alternative à cet accord provoquant la chute dans sa cote de popularité et le fragilisant à l'approche des élections sénatoriales. L'autre élément ayant provoqué sa chute de popularité est le scandale financier autour des sommes d'argent qu'il recevait de sa mère, scandale qui s'est ajouté à une autre affaire de fonds politiques occultes touchant le Secrétaire générale du parti PDJ.

Christophe PENOT a souhaité nous éclairer sur l'instabilité politique qui caractérise la scène japonaise depuis 1993 et qui déroute souvent les observateurs étrangers. Il a souligné qu'Hatoyama et Ozawa, ainsi qu'une grande partie de leurs équipes, venaient du PLD, assurant ainsi une certaine continuité avec le passé. Hatoyama est d'ailleurs un « héritier » dans la politique japonaise comme de nombreux hommes politiques qui s'y impliquent de générations en générations. Naota Kan, le nouveau Premier Ministre Japonais depuis le 4 juin, n'a lui pas ce profil. Il a rajeuni son cabinet. Il a la culture du débat même si parfois cela peut créer un sentiment de confusion pour les observateurs. Le PDJ, même s'il reste un parti hétéroclite, incarne mieux aujourd'hui les aspirations au changement des japonais. Les sondages lui sont favorables pour l'instant mais même si Ozawa a accepté de s'écarter jusqu'aux élections sénatoriales, le doute plane sur le rôle et l'influence qu'il conservera à l'avenir.

Nos intervenants ont conclu en rappelant que les élections sénatoriales étaient une échéance importante pour le PDJ. S'il perdait les élections et la majorité gagnée en 2007 à la chambre haute, le travail législatif deviendrait compliqué à mettre en œuvre, le PDJ n'ayant pas la majorité des deux tiers à la chambre basse, ultime recours qui permet de passer en force des textes en cas de non validation par le sénat. Cela imposerait au PDJ de former des alliances et fragiliserait sa marge de manœuvre.

Les défis pour le nouveau Premier ministre sont donc nombreux tant au niveau politique qu'au niveau économique. Il aura à agir rapidement pour que le Japon retrouve le chemin de la croissance et pour maîtriser des déficits publics qui se creusent.

La présentation de nos deux intervenants s'est poursuivie jusqu'à 21 heures par des échanges très ouverts avec la salle. Plus de 70 personnes ont suivi ce débat passionné et 25 convives ont pu rejoindre les intervenants pour continuer les échanges lors d'un dîner à la Brasserie de l'Institut.